

la chronique

Jean-Paul Marthoz

# Votre maman vous dit je t'aime ? Vérifiez-le !

**F**ake news ! L'expression colle à l'actualité comme un sparadrap aux doigts du capitaine Haddock. Certes, les « infox », comme les appelle l'Académie française, « ces informations fausses ou biaisées, sciemment diffusées pour en retirer un profit pécuniaire ou politique », ont toujours existé, mais la puissance des réseaux sociaux et l'utilisation stratégique qu'en font des individus, des groupes et des Etats mal intentionnés ont donné à ce phénomène une résonance exceptionnelle.

Qu'un gouvernement, comme dernièrement celui de Charles Michel, cherche à traquer l'infox pour « que l'action politique soit confrontée à la réalité, à la vérité des faits », apparaît donc de prime abord salutaire. De nombreuses institutions d'ailleurs s'en préoccupent déjà, en premier lieu la Commission européenne, qui a publié en mars dernier un rapport d'experts de haut niveau. Des associations, comme Reporters sans frontières ou l'Union européenne de radio-télévision, s'évertuent, elles aussi, à établir des « appellations d'origine contrôlée », censées garantir la véracité des informations et le sérieux des médias.

## Les gardiens autoproclamés peuvent aussi se tromper

Prudence, toutefois. « *Le label de "fake news" est trop dangereux pour que nous le fassions circuler sans réfléchir* », prévenait début octobre, devant la Société britannique des rédacteurs en chef, le directeur général de la BBC, Tony Hall. Dans les associations de défense des libertés, les « fake news » ont évidemment très mauvaise presse, mais les tentatives d'y mettre fin posent aussi question : comment ne pas porter atteinte à la liberté d'expression ? Comment s'assurer qu'un média qualifié de « crédible » par les gardiens autoproclamés de la vertu soit toujours « dans le vrai » ? On se souvient des erreurs majuscules du *New York Times* qui, malgré sa réputation de « journal de référence », diffusa en 2002 et 2003 des informations fallacieuses sur l'Irak. Les Décodateurs du journal *Le Monde*

appellent d'ailleurs à la prudence à propos de leur propre journal : « *N'hésitez pas à confirmer l'information en croisant avec d'autres sources et en remontant à son origine* », préviennent-ils. Comme le disent les briscards du journalisme anglo-saxon, « Votre maman vous dit : je t'aime ? Vérifiez-le. »

Revenons sur terre. Une « fake news » est aussi tout simplement une information exacte qui embarrasse et dérange. Comme le rappelait le directeur de la BBC, cette expression a d'abord été utilisée lors de la campagne électorale américaine « pour dénoncer comme de pures inventions des informations exactes publiées par certains des médias les plus crédibles des Etats-Unis ». Devenu Président, Donald Trump en a fait son hochet. « *Le New York Times, le Washington Post, CNN ? Fake news* ». Le locataire de la Maison-Blanche n'est pas vite gêné. Selon le *Washington Post*, il aurait fait plus de 4.000 déclarations publiques fausses ou contestables depuis janvier 2017. Mais son média bashing n'est pas seulement « caractériel ». Il sert à discréditer le journalisme de qualité et le rôle de quatrième pouvoir conféré à la presse par la Constitution américaine. Cette tactique fait partie d'une stratégie de « présidence impériale », qui rejette la séparation des pouvoirs, et d'une agit-prop populiste, qui profite d'une dégradation générale du discours public.

« *Il faut cesser de parler de "fake news" à tout bout de champs* », disait Bertrand Henne sur La Première. Sans aucun doute, car cette dénonciation du « mensonge » qui ne viendrait évidemment que des « gens d'en face » pourrait ressembler à une volonté d'appropriation officielle de la vérité et de disqualification, comme un jugement de la Sacrée congrégation du Saint Office, de la parole d'opposition. Les régimes répressifs adorent les hommes politiques occidentaux, au pouvoir ou dans l'opposition, de Trump à Mélenchon, qui dénoncent la presse à tort et à travers. Partout, de Pékin à Caracas, de Manille à Budapest, comme le soulignait l'ex-sénateur républicain modéré, Jeff

Flake, les gouvernements autoritaires brandissent l'expression pour attaquer les journalistes qui refusent de se mettre au garde à vous.

## Les procédures-baillons, l'opacité et tous les autres

Les initiatives visant à contrer les « fake news » sont bienvenues, mais elles seraient plus crédibles si elles s'attaquaient aussi aux autres facteurs qui limitent la liberté d'information. Comme le recours offensif et abusif aux lois sur la diffamation, des procédures-baillons qui visent à intimider les journalistes d'investigation. Comme l'opacité qui continue de régner au sein d'institutions publiques et d'entreprises privées sur des sujets qui sont incontestablement d'intérêt public. On ne peut pas dénoncer les « fake news », comme Emmanuel Macron, et « en même temps » faire passer une loi sur le secret des affaires qui risque d'empêcher, en raison de la crainte de procès coûteux, ce

journalisme de révélation qui a produit les LuxLeaks ou les Panama Papers.

Plus grave encore. « *L'information, déclarera fameusement un baron de presse britannique, c'est quelque chose que quelqu'un ne veut pas que vous imprimiez. Tout le reste n'est que de la publicité.* » Pour bloquer cette information-là, des pouvoirs, dans certains pays, sont prêts à tuer des journalistes. Car lorsque la presse fouille, elle bouscule un système, fondé sur des lois opportunément mal ficelées et des autorités de contrôle intentionnellement entravées, qui institutionnalise la porosité entre le légal et l'illégal, entre le privilège et le crime.

« *La corruption*, écrit l'essayiste libérale américaine Anne Applebaum à propos des récents assassinats de journalistes à Malte, en Slovaquie et en Bulgarie, *est devenue la question déterminante de notre époque.* » Autant en tout cas que le tohu-bohu provoqué par le flot incessant et désordonné des « fake news ». ■